

Recrudescence des embuscades routières au Burundi

PANA, 21/02/2009 Bujumbura, Burundi - Au moins quatre véhicules civils et militaires, ainsi que des motos à usage de taxi, sont tombés dans des embuscades tendues par des hommes armés non identifiés vendredi, peu après 18 heures locales (16 heures GMT), a appris la PANA de source officielle. La circulation est normalement interdite depuis un certain temps au-delà de 18 heures à destination de Bujumbura, la capitale du pays, pour éviter les embuscades routières récurrentes attribuées à des bandits armés ou à des éléments des Forces nationales de libération (FNL), dernière rébellion encore active dans le pays.

"La sécurité des personnes et des biens va être renforcée partout où cela sera nécessaire pour éviter un retour en arrière", a assuré le porte-parole de la Force nationale de défense (FND), le lieutenant-colonel Adolphe Manirakiza. On rappelle que les FNL et l'Etat burundais sont liés par un fragile accord de cessez-le-feu depuis le 7 septembre 2006. Le porte-parole des FNL au sein du mécanisme conjoint de vérification et de suivi (MCVS) de l'accord de cessez-le-feu, Anatole Bacanamwo, quant à lui, a demandé une enquête approfondie avant d'accuser les combattants rebelles d'être impliqués dans les embuscades de ces derniers jours. L'initiative régionale de paix pour le Burundi avait donné aux parties belligères jusqu'au 31 décembre 2008 pour vider toutes les questions encore litigieuses et mettre enfin en application leur accord de cessez-le-feu en souffrance depuis trois ans. Les points encore pendents dans l'accord ont, notamment, trait à l'agrément des FNL en tant que parti politique pour leur permettre d'opérer dans la égalité constitutionnelle. Selon l'accord, pour obtenir son agrément, le mouvement rebelle doit séparer la branche politique de la branche armée et accepter le cantonnement de ses 21.000 combattants qu'il revendique sur le terrain. L'Etat burundais doit pour sa part désigner des postes de responsabilité à donner aux cadres des FNL pour être en phase avec l'accord de cessez-le-feu et en finir avec plus de 15 ans de guerre civile ayant fait à ce jour au moins 300.000 morts et poussé à l'extérieur et à l'intérieur plus de un million d'autres citoyens, selon les Nations Unies.